

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
1722, avenue de Colmar  
47916 Agen

Agen, le 26/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ECO TRANSFORMATIONSAS**

2700 Route de Peyrehorade  
40300 Saint-Lon-Les-Mines

Références : OD/ubd24-47/2025/223  
Code AIOT : 0005206717

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2025 dans l'établissement ECO TRANSFORMATIONSAS implanté impasse de Brimont ZI de Boe - Brimont 47550 Boé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection du site est effectuée dans le cadre du suivi d'un arrêté préfectoral de mise en demeure de mars 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ECO TRANSFORMATIONSAS
- impasse de Brimont ZI de Boe - Brimont 47550 Boé
- Code AIOT : 0005206717

- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une plateforme supportant une Installation de tri-transit-regroupement et traitement par broyage de déchets de bois.

#### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site avait fait l'objet en 2022 d'une action nationale en vue de prévenir de risque d'incendie. L'inspection avait demandé à l'exploitant de renforcer son système avec une bâche incendie et d'un second point d'attaque à l'opposé de cette bâche, type RIA. Lors de l'inspection de novembre 2025, la conduite d'alimentation a été coupée, en partie supprimée et la lance type RIA absente.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Régularisation administrative	AP de Mise en Demeure du 19/03/2025, article 1	Amende	
2	Suppression de l'activité	AP de Mise en Demeure du 19/03/2025, article 2	Suppression ou fermeture	8 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas respecté l'arrêté de mise en demeure de régulariser son site qui lui octroyait une échéance au 24/06/2025.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Régularisation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/03/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, APMED 47_2025_03_19_00002
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société SAS Eco-Transformation exploitant une installation de regroupement et traitement de déchets de bois sise Impasse de Brimont, ZI de Boé-Brimont sur la commune de Boé (47550) est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :

- en déposant **un dossier de demande d'autorisation** conformément à l'article R. 181-12 et suivants du code de l'environnement ;
- **en cessant ses activités** et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai de quinze jours, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé dans un délai de **3 mois**. L'exploitant fournit dans un délai d'un mois les éléments justifiants du lancement de la constitution du dossier de demande avec un cerfa de demande d'examen au cas par cas pour évaluer l'impact environnemental ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant transmet en préfecture dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

#### Constats :

L'arrêté préfectoral de mise en demeure 47-2025-03-19-00002 a été notifié le 24/03/2025. L'exploitant avait un délai de trois mois pour se régulariser, soit jusqu'au 24/06/2025.

A la date de l'inspection du site le 17/11/2025 aucun dossier de demande d'autorisation environnemental n'a été déposé comme le prévoyait l'arrêté susmentionné.

A la même date d'inspection, soit le 17/11/2025, la cessation d'activité n'est pas effective puisqu'il reste des volumes conséquents de déchets de bois sur le site, environ 18000 m3 soit approximativement la même quantité vue lors des inspections de 2022 et 2024.

Il est rappelé que le site est déclaré pour une quantité qui doit être inférieure à 1000m3.

Dans ce même délai, soit au 24/06/2025, le dossier de cessation d'activité décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement n'a pas été transmis.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Amende

#### N° 2 : Suppression de l'activité

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 19/03/2025, article 2

**Thème(s) :** Situation administrative, APMED 47\_2025\_03\_19\_00002\_MED

#### Prescription contrôlée :

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu au même article, la fermeture ou la suppression des installations sera ordonnée, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant conformément au II l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

#### Constats :

Les obligations de déposer un dossier de régularisation ou de cessation d'activité n'ayant pas été

respectées, ni dans les délais impartis, ni à la date de l'inspection, il y a lieu de supprimer les activités de tri-transit-regroupement et traitement des déchets de bois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Suppression ou fermeture
<b>Proposition de délais :</b> 8 jours